

PNUD

Gouvernement de la République du Tchad

Programme des Nations Unies pour le Développement

Titre du Projet : CHD/02/013/A/01/31 "Programme d'appui à la Lutte Contre le VIH/SIDA"

Brève description du Projet :

Dans la déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA, les Chefs d'Etats et de gouvernement et représentants de d'Etats et de gouvernements ont estimé que "la pauvreté, le sous-développement et l'analphabétisme figurent parmi les principaux facteurs contribuant à la propagation du VIH/SIDA. que l'épidémie aggrave la pauvreté et entrave ou enraye le développement de pays et qu'il faudrait donc y remédier dans une optique intégrée". Ils ont également reconnu "le rôle particulier et la contribution importante des personnes atteintes de VIH/SIDA, des jeunes et des acteurs de la société civile dans la lutte contre le VIH/SIDA sous tous ses aspects, et que la mise au point des mesures efficaces en ce sens exige leur pleine participation à l'élaboration, à la planification, à la mise en oeuvre et à l'évaluation de programmes pertinents".

Au Tchad, les Agences du Système des Nations Unies ont retenu comme thème central de leurs interventions, conformément à l'objectif global de développement du Gouvernement, la lutte contre la pauvreté. La lutte contre le VIH/SIDA tient une place importante dans l'UNDAF avec l'objectif de mener une lutte multidimensionnelle contre le VIH/SIDA en tant que problème majeur de société pouvant annihiler tous les efforts de développement du pays à moyen et à long terme.

Le présent programme est prévu dans le deuxième cadre de coopération du PNUD couvrant la période 2001-2005. Ce programme est proposé dans une approche de lutte contre la pauvreté mettant l'accent sur la complémentarité avec les autres interventions du PNUD, des autres acteurs (Etat, ONG et associations, bailleurs de fonds) et des autres partenaires notamment dans le cadre du Groupe Thématique de l'ONUSIDA.

Il renforcera les axes stratégiques et les objectifs du plan stratégique national de lutte contre le SIDA. La mise en oeuvre de ce programme permettra au PNUD d'appuyer les axes stratégiques de lutte suivants : le plaidoyer ; l'information (appui aux institutions chargées de la lutte et à la société civile par le réseautage) ; le développement d'un cadre conceptuel sur l'impact du VIH/SIDA sur le développement en particulier sur deux secteurs clés, celui de la santé et celui de l'éducation.

Date : 24 décembre 2002

Partie IA : Analyse de la situation

Au Tchad, plus de la moitié de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les indicateurs socio-sanitaires et ceux du secteur de la santé révèlent le faible niveau de développement du pays. L'espérance de vie à la naissance est de 50,3 ans pour l'ensemble de la population (54,5 ans chez les femmes et 47,0 ans chez les hommes). L'espérance de vie corrigée de l'incapacité c'est-à-dire l'espérance de vie sans maladie est de 38,6 ans pour l'ensemble de la population et de 40,2 ans pour les femmes.

La situation épidémiologique du VIH/SIDA se caractérise par une séroprévalence chez les femmes fréquentant les services de consultations prénatales en 2001 de 5,9% à N'Djaména, 8,9% à Bongor et 7,9% à Sarh. En cette même année, une enquête de séroprévalence a montré que parmi la population des adultes vivant en milieu urbain 11% étaient séropositives à Léré, 9% à Sarh, 15% à Kélo, 6% à Bongor, 3% à Moussoro et 10% dans le département du Lac. Chez les donneurs de sang, en 2001 la séroprévalence est de 2,8% à N'Djaména, 9,1% à Sarh, 6,6% à Bongor et de 16,7% à Doba.

Sur le plan de l'éducation, le taux brut de scolarisation en 1998-1999 est de 67,4% chez les garçons et de 50,0% chez les filles. Les résultats du recensement général de la population de 1993 font ressortir un taux d'analphabétisme de 95% chez les femmes et 77% chez les hommes.

Dès l'apparition des premiers cas de SIDA au Tchad en 1986, des efforts ont été déployés pour engager la lutte contre la pandémie. Des résultats ont été enregistrés dans le domaine du plaidoyer notamment :

- ✓ Un engagement politique à un haut niveau qui se traduit par l'implication personnelle du Premier Ministre qui préside les réunions du Comité national de lutte contre le SIDA (CNLS), la mise en place du réseau des parlementaires pour le développement et la population avec l'appui du FNUAP et l'installation des cellules anti-Sida dans 13 Ministères chef de file avec l'appui financier du PPLS
- ✓ La création, avec l'appui du FNUAP, du réseau des femmes ministres et parlementaires menant des actions de plaidoyer dans les domaines de la population et du développement y compris la lutte contre le VIH/SIDA
- ✓ L'élaboration d'une plate-forme de lutte contre le Sida dans leurs diocèses respectifs par les évêques de l'Eglise catholique sous l'encadrement de l'UNAD et le développement du Programme Education à la Vie et à l'Amour (EVA)
- ✓ L'engagement du Comité islamique à lutter contre le Sida
- ✓ La prise de position des leaders religieux protestants en faveur du dépistage du VIH avant le mariage.

Plusieurs rencontres ont été organisées par le PNLs avec les membres du gouvernement pour parler du Sida. En 1998, un atelier organisé par le PPLS a permis de sensibiliser les membres du parlement sur les modes de prévention du VIH/SIDA et les facteurs déterminants de la propagation de l'infection.

L'apport des associations de PVVIH dans la lutte : témoignage à visage découvert de PVVIH, caravane de démythification organisée par Fraternité Plus (témoignage à visage découvert devant les populations dans différentes localités et dans les établissements scolaires).

Il résulte de toutes ces initiatives que la perception du Sida est améliorée. Cependant, la visibilité de l'implication du chef de l'État dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA mérite d'être renforcée pour refléter la volonté politique. La prise de conscience des managers publics et privés est encore faible. Une coalition nationale composée de personnalités de divers horizons soucieuses de contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA vient d'être mise sur pied avec pour objectifs (1) d'encourager et faciliter la concertation entre tous les acteurs et partenaires, (2) de renforcer le plaidoyer à tous les niveaux et au plus haut niveau, (3) de contribuer à une mobilisation effective des ressources au bénéfice de la mise en œuvre du plan stratégique national et (4) de contribuer à la résolution de certains problèmes spécifiques liés à la problématique du VIH/SIDA/IST.

Avec la propagation du VIH/SIDA, on a noté une diminution du PNB de l'ordre de 0,5% par an. Un malade de sida et sa famille engage en moyenne par mois environ 102 475 FCFA pour assurer les soins. Deux lits d'hospitalisation sur 10 étaient occupés à Moundou en 2000 par les malades du Sida. Aussi estime-t-on qu'en 2000, entre 238 FCFA et 317 FCFA par habitant et par an ont été absorbés par le traitement des malades du sida au Tchad. Le sida impose des coûts mensuels pour une personne infectée de l'ordre de 78 722 FCFA soit 105 dollars US. Mais les données de l'impact du sida sur le secteur de l'éducation au Tchad ne sont pas encore bien connues.

Au Tchad, il existe une centaine d'associations et d'ONG impliquées dans la lutte contre le VIH/SIDA. Elles se sont constituées en réseaux pour améliorer leur efficacité : 2 réseaux d'associations de jeunes, un réseau PVVIH, un réseau d'associations de femmes, un collectif d'associations tchadiennes de lutte contre le sida. L'APMS dispose d'un centre de documentation. D'autres associations telles que l'ASTBEF disposent de centres jeunes tant à N'Djaména qu'à l'intérieur du pays. Cependant la circulation de l'information demeure très limitée.

La multisectorialité est effective avec la mise en place des ministères chefs de file. La mise en place des ministères chef de file dont six (6) ont leur projets qui seront financés par PPLS2. Le secteur public, le secteur privé et les entreprises n'ont pas encore fait leur analyse de situation/réponse et procédé à l'élaboration de leurs plans sectoriels. Il y a eu une bonne mobilisation communautaire (ONG, associations) dans la lutte contre le VIH/SIDA. Cette mobilisation a été faite par le FOSAP à travers le projet PPLS1 et sera renforcé par le PPLS2.

Partie IB : STRATÉGIES

Afin de rendre visible et efficace la lutte contre le VIH/SIDA dans un contexte de multisectorialité au Tchad, il convient de bien circonscrire dans une approche sectorielle, les différentes stratégies relatives aux différents axes. Cette approche sectorielle prendra en compte les volets suivants :

- ✓ plaidoyer et mobilisation sociale
- ✓ communication pour un changement de comportement et renforcement de la société civile
- ✓ impact socio-économique du VIH/SIDA sur le développement notamment sur les secteurs de la santé et de l'éducation.

De ces axes stratégiques découleront les principaux points d'intervention proposés.

Axe Plaidoyer

Il s'agira de préparer un rapport national sur le développement centré sur le VIH/SIDA. Ce rapport permettra de mettre en exergue l'ampleur de la pandémie et ses déterminants au Tchad, les implications de la pandémie dans le développement socio-économique du pays et les pistes d'action pour renforcer la lutte.

Il s'agira ensuite de renforcer les capacités et les moyens d'action de la Coalition nationale pour le plaidoyer. Cet appui lui permettra :

- ✓ d'encourager et de faciliter la concertation entre tous les partenaires et acteurs
- ✓ de faciliter la circulation de l'information
- ✓ de rencontrer périodiquement les plus hautes instances du pays dans le même esprit du renforcement du plaidoyer
- ✓ renforcer le plaidoyer auprès des institutions publiques
- ✓ de renforcer l'action des hautes autorités nationales (autorités administratives).

Il s'agira aussi de renforcer certains réseaux existants dont la contribution à la lutte contre le VIH/SIDA est certaine notamment le Réseau des femmes Ministres et parlementaires et le Réseau des parlementaires pour le développement et la population.

Il s'agira enfin d'organiser des retraites sur le VIH/SIDA à l'attention des membres du Gouvernement et des parlementaires.

Axe Information

Afin d'assurer (i) l'accès à l'information des acteurs, (ii) la circulation et l'échange entre les partenaires, (iii) le meilleur ciblage des interventions de lutte contre le VIH/SIDA sur les groupes vulnérables au Tchad et (iv) évaluer périodiquement ces interventions pour un éventuel réajustement, il sera mis en place au sein du PNLN une Unité de documentation et d'information dont le mandat est de :

- ✓ diffuser de l'information utile pour l'action en direction des ONG et associations
- ✓ constituer une base de données sur toute l'information disponible dans le cadre des activités de lutte contre le VIH/SIDA en vue de la vulgarisation des meilleures pratiques
- ✓ créer et gérer un site Web PNLN-Tchad
- ✓ former les différents réseaux de l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et à la recherche documentaire.

Axe impact

Cet axe vise à améliorer la lutte sectorielle contre le VIH/SIDA par la mise au point d'un cadre conceptuel d'analyse sectorielle de la situation et de la réponse avec une application effective dans deux secteurs clés à savoir l'éducation et la santé. Les études permettront une prise en compte et intégration du VIH/SIDA dans les plans de développement au niveau de ces deux secteurs.

26

Partie II : Cadre des résultats

Le cadre des résultats et des ressources se réfère au cadre des Résultats Stratégiques (CRS) du PNUD.

Effet attendu : Les capacités institutionnelles sont développées pour planifier et mettre en œuvre des stratégies multisectorielles à la fois au niveau national et régional afin de réduire la propagation du VIH/SIDA et d'atténuer son impact social et économique sur les populations pauvres et les femmes.

Indicateur d'effet : 70% de ménages pauvres selon le sexe ayant accès à l'information et aux services d'appui sur le VIH/SIDA

Situation de départ :

- i) le plaidoyer dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA auprès des hautes autorités de l'État est faible
- ii) la circulation de l'information auprès des différents acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA est déficiente
- iii) l'impact socio-économique du VIH/SIDA dans les différents secteurs (notamment santé et éducation) est mal connu

Situation cible :

- i) implication effective du Chef de l'État dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA
- ii) information par réseautage disponible pour les institutions chargées de la lutte (ONG, associations, etc.)
- iii) Cadre conceptuel sur l'impact socio-économique du VIH/SIDA sur le développement disponible et appliqué aux secteurs clés de la santé et de l'éducation et déterminants de l'impact connus.

Titre du Projet : CHD/02/012/A/01/31 "Programme d'Appui à la Lutte Contre le VIH/SIDA"

Produits attendus	Produits ciblés 2002	Activités	Ressources
Axe Plaidoyer			
1. Plan d'action de la coalition nationale mis en oeuvre	1.1. Les moyens d'actions de la Coalition nationale sont renforcés pour le plaidoyer mise en place 1.2. les capacités des membres de la coalition sont renforcées en matière de plaidoyer 2.1. Mise en place d'un Comité de pilotage	1.1.1 Appuyer le développement institutionnel de la Coalition nationale pour le plaidoyer 1.1.2. Former les membres de la coalition en plaidoyer et en négociation	Frais de fonctionnement Fournitures Equipement informatique Frais de formation
2. RNDH sur le VIH/SIDA élaboré			
3. Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de UNGASS inscrite dans l'agenda de chaque participant	3.1. Conscience renforcée du gouvernement sur la priorité de lutte contre le VIH/SIDA	2.1.1. Elaboration TDRs du Comité de pilotage 2.1.2. Signature d'un texte instituant le comité 3.1.1. Plaidoyer 1 : Organiser une retraite du gouvernement d'une journée sous la présidence effective du Président de la République avec la participation du Premier Ministre, du SNU, des ambassadeurs . Thème : application au Tchad de la déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de UNGASS	Fournitures Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie
4. Déclaration du sommet d'Abuja appliquée (15% du budget annuel appliqué à la santé) Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de UNGASS mise en oeuvre. Droits humains sur le VIH/SIDA connus. Droits et devoirs des PWVIH connus	4.1. Conscience renforcée du parlement sur la priorité de lutte contre le VIH/SIDA	4.1.1. Plaidoyer 2 : Organiser une session parlementaire sur le VIH/SIDA avec le réseau des parlementaires pour la population et le développement et du réseau des femmes ministres et parlementaires	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie
5. Décentralisation de la lutte effective	5.1. Conscience renforcée des préfets, sous préfets sur la priorité de lutte contre le VIH/SIDA	5.1.1. Plaidoyer 3 : Organiser une retraite des préfets et sous préfets sur le VIH/SIDA	Frais de déplacement Frais de location Fournitures
Axe Information			
1. Unité d'information et de documentation fonctionnelle	1.1. Plan directeur de l'information/communication élaboré	1.1.1. Mettre en place une unité d'information et de documentation	Consultant national Frais de déplacement Fournitures Matériel informatique Matériel de reprographie Documentaliste
2. Documentaliste recruté	2.1. Attributions du documentaliste déterminées	2.1.1. Recruter un ou une documentaliste	
3. Base de données constituée et régulièrement mise à jour	3.1. Procédure de collecte de données défini	3.1.1. Constituer une base de données disponibles pour tous les acteurs	Consultant national Fournitures Logiciels

4. Réseau ONG relié par courrier électronique et fonctionnel	4.1. Document de formation des ONG sur l'utilisation de internet élaboré	4.1.1. Installer le courrier électronique au niveau du PNLS et au niveau de six (6) structures décentralisées : 5 réseaux d'ONG et ASTBEF	Consultant national Frais de déplacement Matériel informatique Fournitures
5. Site Web fonctionnel	5.1. Version préliminaire disponible	5.1.1. Créer un site Web PNLS-Tchad	Frais de téléphone Consultant national Frais de téléphone
6. Centre d'information des jeunes de ASTBEF à N'Djaména renforcé	6.1. Formation des animateurs du centre assurée	6.1.1. Renforcer les capacités du centre d'information des jeunes de ASTBEF à N'Djaména	Consultant national Frais de déplacement Equipement
7. Une réunion trimestrielle organisée	7.1. Planning des rencontres trimestrielles fait	7.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Frais de déplacement Fournitures
8. Circulation de l'information assurée et Régularité du bulletin de rétro-information	8.1. Collecte de l'information assurée	8.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Matériel de reprographie Frais d'édition
9. Meilleures pratiques vulgarisées	9.1. Meilleures pratiques identifiées	9.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Frais de reprographie
Axe Impact			
1. Analyse de situation et de réponse réalisée dans tous les secteurs	1.1. Protocole d'analyse de situation et de réponse élaboré	1.1.1. Faire une analyse de situation et de réponse dans tous les secteurs	Enquêteurs Frais de déplacement Fournitures
2. Plans d'action des secteurs élaborés	2.1. Analyse de situation et de réponse restituée	2.1.1. Élaborer un plan d'action de lutte contre le VIH/SIDA pour chaque secteur	Frais de location Frais de déplacement Fournitures
3. Protocole élaboré	3.1. Facteurs déterminants les impacts socio-économiques connus	3.1.1. Élaborer un protocole de recherche opérationnelle sur l'impact socio-économique du VIH/SIDA pour les secteurs de santé et éducation	Frais de reprographie Deux Consultants internationaux

Produits attendus	Produits cibles 2003	Activités	Ressources
Axe Plaidoyer			
1. Lutte contre le VIH/SIDA financée par la remise de la dette	1.1. Plan de financement de la lutte contre le VIH/SIDA à partir de la remise de la dette élaboré	1.1.1. Plaidoyer 1 : Organiser une retraite du gouvernement d'une journée sous la présidence effective du Président de la République avec la participation du Premier Ministre, du SNU, des ambassadeurs. Thème : dette, pauvreté et Sida (Remise de la dette et réallocation dans la lutte contre le Sida)	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie
2. RNDH sur le VIH/SIDA élaboré	2.1. RNDH élaboré	2.1.1. Elaboration Termes référence des consultants 2.1.2. Recrutement des consultants 2.1.3. Organisation des réunions du Comité de pilotage 2.1.4. Impression du RNDH 2.1.5. Diffusion du RNDH	Fournitures Consultants Frais d'impression
2. Déclaration du sommet d'Abuja appliquée (15% du budget annuel appliqué à la santé) Droits humains sur le VIH/SIDA connus. Droits et devoirs des PVVIH connus.	2.1. Documents sur la répartition du budget, sur droits humains et devoirs des PVVIH élaborés.	2.1.1. Plaidoyer 2 : Organiser une session parlementaire sur le VIH/Sida avec le réseau des parlementaires pour la population et le développement et du réseau des femmes ministres et parlementaires	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie
3. Réponse locale au niveau du district effective	3.1. Plan d'action des ONG au niveau du district élaboré	3.1.1. Plaidoyer 3 : Organiser une retraite des préfets et sous préfets sur le VIH/SIDA : implication des associations dans la lutte contre le sida au niveau district	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie
Axe Information			
1. Base de données actualisée	1.1. Mécanisme de collecte de données de routine défini	1.1.1. Actualiser la base de données	Fournitures
2. Réseau ONG dans les départements relié par courrier électronique et fonctionnel	2.1. Formation des ONG sur l'utilisation de internet et du courrier électronique	2.1.1. Installer le courrier électronique au niveau décentralisé (au niveau des départements disposant de lignes téléphoniques)	Consultant national Frais de déplacement Matériel informatique Fournitures Frais de téléphone
3. Site Web alimenté	3.1. Mécanisme de collecte de données de routine défini	3.1.1. Alimenter le site Web	Frais de téléphone
4. Centres d'information des jeunes au niveau départemental renforcés	4.1. Formation des animateurs du centre assurée	4.1.1. Renforcer les capacités des centres d'information des jeunes au niveau départemental	Consultant national Frais de déplacement

5. Une réunion trimestrielle organisée	5.1. Planning des rencontres trimestrielles fait	5.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Équipement
6. Circulation de l'information assurée et Régularité du bulletin de rétro-information	6.1. Collecte de l'information assurée	6.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Frais de déplacement Fournitures
7. Meilleures pratiques vulgarisées	7.1. Meilleures pratiques identifiées	7.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Matériel de reprographie Frais d'édition Frais de reprographie
Axe Impact			
1. Impacts socio économiques du secteur de l'éducation connus	1.1. Protocole d'étude élaboré pour le secteur éducation	1.1.1. Réaliser l'étude impact sur l'impact socio économique du VIH/SIDA pour les secteur de l'éducation	Consultants nationaux (2) Frais de déplacement Frais de reprographie Frais de location Fournitures
2. Impacts socio économiques du secteur de la santé connus	2.1. Protocole d'étude élaboré pour le secteur santé	2.1.1. Réaliser l'étude sur l'impact socio économique du VIH/SIDA pour les secteurs de santé	Consultants nationaux (2) Frais de déplacement Frais de reprographie Frais de location Fournitures

Produits attendus	Produits cibles 2004	Activités	Ressources
1. Unité d'information et de documentation fonctionnelle	1.1. Plan directeur de l'information/communication élaboré	1.1.1. Animer l'unité d'information et de documentation fonctionnelle	Fournitures
2. Base de données mise à jour	2.1. Mécanisme de collecte de données de routine défini	2.1.1. Mettre à jour la base de données	Frais de reprographie Frais de fonctionnement
3. Logiciels actualisés	3.1. Document Plan informatique disponible	3.1.1. Actualiser les logiciels	Frais de fonctionnement
4. Centre d'information des jeunes de ASTBF à N'Djaména renforcé	4.1. Formation des animateurs du centre assurée	4.1.1. Appuyer les centres jeunes	Frais de déplacement Frais de reprographie
5. Une réunion trimestrielle organisée	5.1. Planning des rencontres trimestrielles fait	5.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Frais de déplacement Fournitures
6. Circulation de l'information assurée et Régularité du bulletin de rétro-information	6.1. Collecte de l'information assurée	6.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Frais d'édition
7. Meilleures pratiques vulgarisées	7.1. Meilleures pratiques identifiées	7.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Frais de reprographie

Produits attendus	Produits cibles 2005	Activités	Ressources
1. Unité d'information et de documentation fonctionnelle	1.1. Plan directeur de l'information/communication élaboré	1.1.1. Animer l'unité d'information et de documentation fonctionnelle	Fournitures
2. Base de données mise à jour	2.1. Mécanisme de collecte de données de routine défini	2.1.1. Mettre à jour la base de données	Frais de reprographie Frais de fonctionnement
3. Logiciels actualisés	3.1. Document Plan informatique disponible	3.1.1. Actualiser les logiciels	Frais de fonctionnement
4. Centre d'information des jeunes de ASTBF à N'Djaména renforcé	4.1. Formation des animateurs du centre assurée	4.1.1. Appuyer les centres jeunes	Frais de déplacement Frais de reprographie
5. Une réunion trimestrielle organisée	5.1. Planning des rencontres trimestrielles fait	5.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Frais de déplacement Fournitures
6. Circulation de l'information assurée et Régularité du bulletin de rétro information	6.1. Collecte de l'information assurée	6.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Frais d'édition
7. Meilleures pratiques vulgarisées	7.1. Meilleures pratiques identifiées	7.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Frais de reprographie

Axe Pladoyer	Ressources	Ligne budgétaire	Budget
1.1.1 Appuyer le développement institutionnel de la Coalition nationale pour le pladoyer	Frais de fonctionnement Equipement informatique Fournitures	53 45	1000 5000
1.1.2. Former les membres de la coalition en pladoyer et en négociation	Frais de formation Fournitures	53 31	5000 15000
2.1.1. Elaboration TDRs du Comité de pilotage	Frais de déplacement Fournitures	15 53	5000 1500
2.1.2. Signature d'un texte instituant le comité	Frais de reprographie Fournitures	52 53	1500 500
3.1.1. Pladoyer 1 : Organiser une retraite du gouvernement d'une journée sous la présidence effective du Président de la République avec la participation du Premier Ministre, du SNU, des ambassadeurs . Thème application au Tchad de la déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de UNGASS	Frais de déplacement Fournitures	15	5000
4.1.1. Pladoyer 2 : Organiser une session parlementaire sur le VIH/Sida avec le réseau des parlementaires pour la population et le développement et du réseau des femmes ministres et parlementaires	Frais de reprographie Frais de déplacement Frais de location Fournitures	53 52 15 53 53	1500 1500 5000 1500 1500
5.1.1. Pladoyer 3 : Organiser une retraite des préfets et sous préfets sur le VIH/SIDA	Frais de déplacement Fournitures	15 53 53	5000 1500 1500
Axe Information			
1.1.1. Mettre en place une unité d'information et de documentation	Consultant national Frais de déplacement Fournitures	17 15 53	3000 1500 1500
2.1.1. Recruter un ou une documentaliste	Matériel informatique Matériel de reprographie	45 45	5000 2500
3.1.1. Constituer une base de données disponibles pour tous les acteurs	Documentaliste Consultant national Fournitures Logiciels	53 17 53 45	500 9000 2000 3000
4.1.1. Installer le courrier électronique au niveau du PNLS et au niveau de six (6) structures décentralisées : 5 réseaux d'ONG et ASTBEF	Consultant national Frais de déplacement Matériel informatique Fournitures Frais de téléphone Consultant national	17 15 45 53 53 15	3000 2000 30000 5000 6000 3000
5.1.1. Créer un site Web PNLS-Tchad	Frais de téléphone Consultant national	53 15	6000 3000
6.1.1. Renforcer les capacités du centre d'information des jeunes de ASTBEF à N'Djamena	Frais de téléphone Consultant national Frais de déplacement	53 17 15	500 6000 1000

7.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Equipement	45	5000
8.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Frais de déplacement	15	6000
9.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Fournitures	53	1000
Axe Impact	Matériel de reprographie	45	3000
1.1.1. Faire une analyse de situation et de réponse dans tous les secteurs	Frais d'édition	52	1500
1.1.1.1. Faire une analyse de situation et de réponse dans tous les secteurs	Frais de reprographie	52	1500
2.1.1. Elaborer un plan d'action de lutte contre le VIH/SIDA pour chaque secteur	Enquêteurs	17	12000
3.1.1. Elaborer un protocole de recherche opérationnelle sur l'impact socio-économique du VIH/SIDA pour les secteurs de santé et éducation	Frais de déplacement	15	3000
Gestion du programme	Frais de location	53	1500
	Frais de reprographie	52	1000
	Deux Consultants internationaux	11	3000
	CTP	11	40000
	Assistant administratif et financier	13	4000
	Secrétaire	13	1200
	Chauffeur	13	1000
	Missions	16	10000
	Documentaliste	17	3000
	Véhicule	45	25000
	Equipement	45	15000
	Fonctionnement	53	5000
	Rapports	52	3000
	Divers	53	3000

Activités 2003

Axe Plaidoyer	Ressources	Ligne Budgétaire	Budget
1.1.1. Plaidoyer 1 : Organiser une retraite du gouvernement d'une journée sous la présidence effective du Président de la République avec la participation du Premier Ministre, du SNU, des ambassadeur. Thème : dette, pauvreté et Sida (Remise de la dette et ré allocation dans la lutte contre le Sida)	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie	15 53 52	5000 1500 1500
2.1.1. Elaboration Termes référence des consultants	Fournitures	53	3000
2.1.2. Recrutement des consultants	Consultants	17	27000
2.1.3. Organisation des réunions du Comité de pilotage	Frais d'impression	52	5000
2.1.4. Impression du RNDH			
2.1.5. Diffusion du RNDH.			
2.1.1. Plaidoyer 2 : Organiser une session parlementaire sur le VIH/Sida avec le réseau des parlementaires pour la population et le développement et du réseau des femmes ministres et parlementaires	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie	15 53 52	5000 1500 1500
3.1.1. Plaidoyer 3 : Organiser une retraite des préfets et sous préfets sur le VIH/SIDA : implication des associations dans la lutte contre le sida au niveau district	Frais de déplacement Fournitures Frais de reprographie	15 53 52	5000 1500 1500
Axe Information			
1.1.1. Actualiser la base de données	Fournitures	53	1500
2.1.1. Installer le courrier électronique au niveau décentralisé (au niveau des départements disposant de lignes téléphoniques)	Consultant national Frais de déplacement Matériel informatique Fournitures Frais de téléphone	17 15 45 53 53	6000 2500 30000 6000 6000
3.1.1. Alimenter le site Web	Frais de téléphone	51	1000
4.1.1. Renforcer les capacités des centres d'information des jeunes au niveau départemental	Consultant national Frais de déplacement Equipement	17 15 45	6000 1500 6000
5.1.1. Créer un site Web PNL5-Tchad	Frais de déplacement Fournitures	15 53	1500 2000
6.1.1. Assurer l'information et la retro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Matériel de reprographie Frais d'édition	45 52	5000 4000
7.1.1. Mettre en œuvre les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Frais de reprographie	52	3000
Axe Impact			
1.1.1. Réaliser l'étude impact sur l'impact socio économique du VIH/SIDA pour les secteur de l'éducation	Consultants nationaux (2) Frais de déplacement Frais de reprographie	17 15 52	12000 2000 5000

	Frais de location Fournitures	53	5000
2.1.1. Réaliser l'étude sur l'impact socio économique du VIH/SIDA pour les secteurs de santé	Consultants nationaux (2)	53	1000
	Frais de déplacement	17	12000
	Frais de reprographie	15	2000
	Frais de location	52	5000
	Fournitures	53	5000
Gestion du programme	CTP	53	1000
	Assistant administratif et financier	11	160000
	Secrétaire	13	12000
	Chauffeur	13	6000
	Missions	13	3000
	Documentaliste	16	15000
	Fonctionnement	17	12000
	Rapports	53	15000
	Divers	52	10000
		53	5000

Activités 2004	Ressources	Ligne budgétaire	Budget
Axe Information			
1.1.1. Animer l'unité d'information et de documentation fonctionnelle	Fournitures	53	5000
	Frais de reprographie	52	6000
2.1.1. Mettre à jour la base de données	Frais de fonctionnement	53	1500
3.1.1. Actualiser les logiciels	Frais de fonctionnement	53	3000
4.1.1. Appuyer les centres jeunes	Frais de déplacement	15	2500
	Frais de reprographie	52	3000
5.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Frais de déplacement	15	2500
	Fournitures	53	3000
6.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Frais d'édition	52	5000
7.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Frais de reprographie	52	3000

Activités 2005

Axe Information	Ressources	Ligne budgétaire	Budget
1.1.1. Adimer l'unité d'information et de documentation fonctionnelle	Fournitures	53	5000
2.1.1. Mettre à jour la base de données	Frais de reprographie	52	6000
3.1.1. Actualiser les logiciels	Frais de fonctionnement	53	1500
4.1.1. Appuyer les centres jeunes	Frais de fonctionnement	53	3000
5.1.1. Organiser des réunions périodiques entre les associations pour échange d'information	Frais de déplacement	15	2500
6.1.1. Assurer l'information et la rétro information vers les acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA	Frais de reprographie	52	3000
7.1.1. Vulgariser les meilleures pratiques de lutte contre le VIH/SIDA	Fournitures	15	2500
	Frais d'édition	53	3000
	Frais de reprographie	52	5000
		52	3000

Partie III : Arrangements de gestion

L'exécution du Programme sera assurée par le Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies (UNOPS). Ce bureau sera responsable de la mise en œuvre du Programme en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé Publique à travers le Programme National de lutte contre le VIH/SIDA-IST (PNLS). L'UNOPS sera responsable au niveau opérationnel de la gestion des apports financiers et matériels du PNUD ainsi que des ressources humaines mises à la disposition du Programme. Il aura aussi la responsabilité de garantir l'atteinte des résultats et la qualité des produits attendus.

Dans un souci de pérennité et de d'appropriation, l'UNOPS procédera à un transfert de compétences au personnel du PNLS jusqu'à la fin de l'année 2003. Le PNLS prendra alors la relève de la gestion à partir de janvier 2004 jusqu'à la fin du Programme si l'évaluation des capacités s'est avérée concluante. Dans cette optique de renforcement des capacités du PNLS, l'UNOPS développera des stratégies et actions appropriées comme partie intégrante de la stratégie de désengagement pour combler les insuffisances qui auront été dégagées de l'audit institutionnel du PNLS prévu dans le cadre de l'appui du Groupe thématique ONUSIDA. Le coordonnateur du PNLS sera associé et collaborera à la réalisation des activités de gestion quotidienne avec l'UNOPS.

* Un comité de pilotage sera mis en place pour faciliter la coordination du projet et s'assurer du transfert de compétences que devra faire l'UNOPS en direction du PNLS. Il sera composé de :

- ✓ 1 représentant du Ministère du Plan, du Développement de la Coopération, Président
- ✓ 1 représentant du Ministère de la Santé Publique, Vice Président
- ✓ le Coordonnateur du PNLS, Secrétaire
- ✓ le représentant du PNUD, Membre
- ✓ 1 représentant du Groupe thématique ONUSIDA, Membre
- ✓ 1 représentant de l'ASTBEF
- ✓ 1 représentant des associations des PVVIH.

Une évaluation à mi parcours sera faite en 2003 et une évaluation finale en 2005.

Partie IV : Contexte juridique

Le présent document de Programme constitue l'instrument visé à l'article premier de l'accord type d'Assistance de base conclu entre le Gouvernement du Tchad et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), signé le 14 octobre 1977 par les parties en cause.

Les modifications suivantes peuvent être apportées au document d'assistance avec la signature du Représentant résident du PNUD, à condition que celle-ci ait l'assistance que les autres signataires du document n'ont pas d'objection à l'égard des changements proposés :

- 1- Les révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs immédiats, les résultats et les activités de l'assistance mais qui tiennent à l'évolution de la combinaison des apports déjà convenue ou aux augmentations de coûts dues à l'inflation, etc. ;
- 2- Les révisions statutaires dont l'objectif est de refléter les dépenses effectives d'une année à l'autre, ou le changement des coûts des services et du matériel dus à l'inflation.

Numéro du projet: CHD/02/013/A/01/31
Titre du projet : Programme d'appui à la lutte contre
le contre le VIH/SIDA

Ressources du PNUD et participation aux coûts

PNUD : \$
MCARB 859700
Autres (Services AEPP)

Date de commencement des activités : 01/12/2002
Date prévue d'achèvement des activités : 31/12/2005

Lieu du projet : Tchad
Organisme coopérant du Gouvernement : PNLS
Organisme des Nations Unies : UNOPS
Autres organismes :

Apport du gouvernement
(en monnaie locale) \$
(en espèces) \$

Classification

Secteur et sous-secteur du SAS : Développement social
Secteur et sous-secteur du gouvernement : VIH/SIDA
Domaines thématiques/sous-thématiques primaires : Promotion de l'éradication de la pauvreté
Domaines thématiques/sous-thématiques secondaires : VIH/SIDA

Date d'approbation par le CCLP
25 septembre 2002
Administrateur du programme
Keumaye IGNEGONGBA

Type d'intervention primaire : Renforcement des capacités
Type d'intervention secondaire : Formation

Bénéficiaires cibles primaires : Groupes cibles
Bénéficiaires cibles secondaires : Autres

Au nom de

Signature :

Date :

Nom/Titre :

Gouvernement



31 janvier 2003

DIJMRANGAR DADNADJI,
Ministre du Plan, du Développement et
de la Coopération

UNOPS

Email de SEVEDE Macroumou
du 29 décembre 2002



31 janvier 2003

MODIBO IBRAHIM TOURE
Représentant résident PNUD

PNUD



31 janvier 2003

MODIBO IBRAHIM TOURE
Représentant résident PNUD